

**Débat libre du 08 mars 2019, Halle d'Occitanie,
organisé par la Ville de Lavaur à la demande du maire.**

Compte-rendu

Le débat a réuni 200 personnes et compté 66 interventions.

Ci-dessous, un classement par thèmes des réflexions, constats, interrogations et propositions du public intervenant.

I - Institutions et vie politique

- Les hommes politiques et dans leur majorité les gouvernants sont éloignés de leurs « bases ». Manque de transparence des décisions prises à l'Assemblée Nationale.
- Le « RIC » représente la démocratie directe. Quand un citoyen a une bonne idée - vote positif - l'Etat doit en tenir compte. Le « RIC » permet de verrouiller l'Etat.
- Les maires sont ignorés : l'exemple des 80 km/heure.
- 900 conseillers à l'Elysée, même nombre à Matignon : le Président a-t-il le temps de tous les écouter ? Quels salaires ? Des économies à faire.
- Le « RIC » serait la réponse aux solutions proposées par les « gilets jaunes » (suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, etc...) qui ne sont pas entendus.
- Rendre le vote obligatoire.
- Le taux de participation aux élections est trop faible: prendre en main la démocratie avec bienveillance.
- Rendre le vote obligatoire comme dans certains pays européens : en Angleterre, le jeudi avant ou après sa journée de travail.
- Le « RIC » est l'alternative à la démocratie car actuellement, pendant 5 ans, on ne peut plus rien dire. Ce que le Président de la République propose est accepté par tout le monde alors que le « RIC » permettrait de faire passer des lois qui ne sont pas approuvées par la majorité.
- Avec le « RIC », tout avis peut être pris en compte. C'est un garde-fou.
- D'accord pour le grand débat, car l'occasion d'échanger et d'exprimer nos idées est rare: partir du local pour trouver des solutions nationales. Renouveler ce genre d'expérience.
- Vote obligatoire, oui, et prendre en compte le vote blanc.
- Quelle dose de proportionnelle et renouvellement de la classe politique : limiter à 3 mandats ?
- Le mouvement des gilets jaunes marque le désamour de la politique droite/ gauche, pas de promesse tenue.
- Obliger les gens à voter c'est choisir entre la peste et le choléra. Reconnaître le vote blanc.
- Pour revitaliser la vie démocratique, payer les femmes comme les hommes. Non cumul et non renouvellement des mandats. Statut de l'élu ? Réforme constitutionnelle.

- Imposer aux élus de rencontrer les citoyens.
- Refaire des débats à l'échelle municipale ou intercommunale.
- Déléguer la souveraineté : lassitude du vote « contre ». En Suisse : 3 à 4 fois par an, vote avec un taux élevé, ce qui est l'équivalent du « RIC ». La population participe aux grandes décisions et vote massivement en se déplaçant ou par le vote électronique.
- Le droit de vote : les français se sont battus pour, on se doit de l'exercer.
- Renouvellement des mandats : le maire est là pour la ville, différent des élus de « là-haut ».

II - Fiscalité

- Augmentation de la CSG +1.7 point : équivalent non pas à 1.7 % mais à 25%.
Le travail ne paie pas.
- Augmentation du carburant : pas de promesse tenue.
- Revendication des gilets jaunes sur le pouvoir d'achat : TVA dégressive sur les produits de première nécessité.
- Pourquoi payer la taxe d'habitation quand le propriétaire paie déjà la taxe foncière ?
- Il existe 4 tranches d'imposition : augmenter les tranches d'imposition.
- Taxe sur le gazole : pas cette année mais reportée à l'année prochaine.
- Les grosses sociétés paient leurs impôts au siège !
- La prime d'activité a été augmentée mais moins d'APL et d'autres aides.
- Plus de TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité.
- Problème des taxes : trop de taxes.
- Verrou de Bercy qui privilégie les placements étrangers et les finances.
- Taxer les banques qui consacrent 10% de leur activité aux crédits, le reste aux marchés financiers, pour redistribuer dans le domaine énergétique.

III – Economie

- Le commerce et l'industrie sont des sources de richesses. La France est à l'avant-garde dans certains secteurs, mais les usines « clés en mains » sont dans des pays étrangers. Perte, manque pour le commerce et l'industrie en France.
- Le travail n'est pas plus rémunéré aujourd'hui à la différence du capital (+ 10% par rapport au travail). Fier d'être français, de mon pays, je travaille au quotidien pour mon pays en payant mes impôts.

IV - Santé - Handicap - Enjeux de société

- 20% personnes en situation de handicap sont au chômage. Aucune possibilité de travailler : un désastre humain. Droit à la dignité.
- Situations très difficiles pour les personnes handicapées, à l'image de l'ONU et du non-respect des droits de l'homme.
- L'accès aux soins.
- Loi ELAN récemment votée: elle rend des logements inaccessibles aux personnes âgées et handicapées.
- L'occitan : préserver son enseignement à l'école. Valeurs de nos régions à conserver.
- L'euthanasie : législation en Suisse et Belgique. Pourquoi pas en France ?
- Les mutuelles sont très chères et baisse des remboursements.
- Plus de médecins ni de spécialistes.
- MAPAD : aides-soignantes et infirmier(e)s en souffrance.

V - Transition énergétique

- En lien avec le pouvoir d'achat, qui doit permettre d'accéder aux nouvelles énergies (éolien, photovoltaïque).
- En lien avec la fiscalité : supprimer la TVA car la prime sur les purificateurs d'eau ou le photovoltaïque est reprise par l'Etat.
- En lien avec la fiscalité : taxer les bateaux, les GAFA, les avions ?

VI - Ecologie

- Développer la conscience écologique dans l'éducation.
- Il est compliqué de s'équiper en photovoltaïque dans les fermes. Idée : récupérer l'énergie émise par les voitures mais gérée par EDF.
- Utiliser l'énergie provenant des chutes d'eau grâce à des pales, plus rentables que l'éolien, consommateur de béton pour son implantation.
- Energie libre : chacun aurait la possibilité de se fournir avec un système d'énergie libre qui serait l'avenir contre les groupes chimiques, pétroliers et les fournisseurs d'électricité.
- Se chauffer en utilisant le plastique : moins de déchets ?
- Actions pour empêcher les multinationales de l'énergie et de l'alimentation, en consommant local.
- Privilégier les circuits courts pour la qualité, la baisse de l'emprunte carbone et revaloriser le travail des agriculteurs.
- Changer notre mode de consommation : la déforestation annuelle équivaut à la superficie de la Belgique.
- Déchets plastiques : 22% seulement sont recyclés.
- Repenser les énergies renouvelables.

- Libéralisation de l'énergie : se détacher des grands groupes pour libérer l'accès à la production de notre propre énergie. Ne rien attendre de l'état qui est pieds et poings liés aux grands groupes.

VII – Sécurité

- Présence des casseurs tous les samedis : mesure radicale pour les « anesthésier ».
- Pourquoi laisser les casseurs agir en toute impunité ? La gendarmerie et la police ne souhaitent pas les arrêter : exemple d'un casseur tracé tout l'après-midi, vol de voiture... et arrêté à 18 heures.
- Manifestant tous les samedis, gilet jaune se considérant comme un citoyen innocent : pourtant il s'est fait matraquer, il a été insulté les bras en l'air. Répression subie. Honte d'être français alors que l'on se bat pour s'en sortir.
- Laxisme face aux casseurs : laisser faire pour laisser la situation se dégrader? Complaisance du gouvernement ? Pas d'arrestation préventive pour éviter les dégradations ? Quel est l'intérêt du gouvernement ?
- Problématique du maintien de l'ordre : image du casseur – représente 5% des images filmées par 95% qui sont autour...
- Traçage du citoyen en Chine : différent en France, en démocratie, rester lucide.
- Forces de l'ordre : répressives. Pour une police de proximité en médiation avec la population.

VIII – Immigration

- Les travailleurs immigrés bénéficient de trop d'allocations par rapport à une mère de famille de 4 enfants qui a travaillé 40 ans et touche 700 € par mois: inégalité, écœurant. Mise à plat nécessaire.
- Les revenus des travailleurs immigrés ne sont pas comparables à ceux de certains français. Au contraire ils traversent la mer pour échapper à la guerre et la famine. Bien les accueillir et les aider à s'éduquer et à s'intégrer, valeurs de la France.
- Comment endiguer le flux migratoire ? En lien avec les retraites et les pensions pour les personnes handicapées, que l'Etat n'a plus les moyens de financer.
- Le continent africain est pillé depuis 400 ans. Les plus pauvres ici sont les plus riches là-bas. Niveau de vie en Afrique - 50 €, le litre de gazole - 1 €. En France, pour 1000 € de salaire, le gazole coûte 1.50€. Vente d'armes et pillage des richesses naturelles. S'interroger sur les causes de tout cela. Est-on réellement malheureux en France ?
- Immigrés, apatrides, (déracinés): efforts pour pouvoir s'intégrer. Droits et devoirs.

- Immigration, chacun parle de son point de vue. Il faut élargir le débat et s'en tenir aux chiffres. 58 000 migrants en 2018. (100 000 en 2013) La réponse est de ne pas se replier sur soi. Autre problème : se posera l'immigration climatique.
- Réponse : en réalité 258 000 titres de séjour délivrés en 2018. Un record.

IX - Dette publique

- 2 200 Milliards depuis 30 ans. Les impôts directs servent à payer les agios. Comment sortir de ce marasme ?
- E. Macron s'était engagé à réduire la dette : réponse aux gilets jaunes par l'augmentation des impôts et par moins de services publics.
- Erreurs des gouvernants précédents signalées par la Cour des comptes : un citoyen doit vérifier s'il peut assurer son crédit à la différence de l'Etat : qui décide ?
- Qu'est-ce qui nous oblige à payer une dette factice ? L'Islande a démis son gouvernement et annulé la dette. Doit-on réellement payer cette dette qui n'existe pas ?

X - Aides sociales

- Collecte des Restos du cœur : les associations se substituent à l'Etat.
- Changer les barèmes de la CAF. Trop de parents n'ont jamais travaillé, quelle image pour leurs enfants ? Dignité ?
- Contre le cumul des aides.
- Minimum vital aligné sur le coût de la vie.

XI - Services publics

- Baisse des services publics en campagne. Exemple : les distributeurs de billets chez les commerçants qui vont remplacer les banques ?

XII - Justice

- Problème du licenciement et du nouveau code du travail qui limite des indemnités de licenciement. Des Conseils de Prud'hommes sont allés à l'encontre de cette directive. Où en est la justice avec nos nouveaux dirigeants ?

XIII – Retraite

- Aligner le minimum vital sur le coût de la vie.

XIV – Europe

- L'Europe n'est pas partenaire des gilets jaunes. Débat tronqué par les décisions qu'elle prend sur le plan économique, les normes, etc...
- L'Europe oblige le gouvernement français à désarmer la police.
- Pourquoi ne pas harmoniser la TVA ?
- En lien avec l'Ecologie : normes phytosanitaires différentes entre l'Italie, l'Espagne et la France.
- Pas de projet européen. Parfois les décisions sont prises, puis débat, puis nouvelle prise de décision ... Aller vers une communauté de conditions de travail, de conditions de vie.
- Vote proportionnel pour le scrutin européen.
- L'Europe nous protège mais les européens ne se mettent pas d'accord.

XV - Agriculture

- Agriculteurs : aujourd'hui sur 100€ consommés, 8 € reviennent à l'agriculteur.
- Agriculture européenne : des normes identiques feraient une agriculture sécurisée.